

ORAPI
Société Anonyme au capital de 4 618 753 Euros
Siège Social : 25, rue de l'Industrie 69200 VENISSIEUX
682 031 224 RCS BOURG EN BRESSE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2019

Comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2019.

Rappel : les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »).

I. - Compte de résultat consolidé au 30 juin 2019 (en milliers d'euros)

	30 juin 2018	30 juin 2019 (1)
Produits des activités ordinaires	130 651	128 679
Achats consommés et variation de stocks	-67 311	-66 464
Charges externes	-23 224	-19 319
Charges de personnel	-32 902	-31 956
Impôts et taxes	-1 858	-1 790
Autres produits et charges opérationnels courants	137	204
EBITDA	5 494	9 355
Dotations aux amortissements	-3 607	-6 637
Dotations aux provisions	30	137
Résultat Opérationnel courant	1 916	2 854
Autres produits et charges opérationnels	-1 592	4 961
Résultat opérationnel	325	7 815
Produits de trésorerie	52	64
Coût de l'endettement financier brut	-1 220	-1 805
Coût de l'endettement financier net	-1 168	-1 741
Autres produits et charges financiers	-77	-18
Charge d'impôt	-356	-409
Résultat net de l'ensemble consolidé	-1 276	5 647
Résultat net (Part des intérêts ne donnant pas le contrôle)	-3	-4
Résultat net (Part du Groupe)	-1 273	5 651
Nombre d'actions existantes	4 582 884	4 581 797
Résultat net (Part du Groupe) par actions en euros	-0,28	1,23
Nombre d'actions maximales après les levées	4 582 884	4 591 797
Résultat net dilué (Part du Groupe) par action en euros	-0,28	1,23

(1) Les comptes au 30 juin 2019 sont établis en appliquant la norme IFRS 16 (utilisation de la méthode rétrospective simplifiée sans retraitement de l'exercice précédent), cf. Notes 2.2, 3.2 et 4.3

II - Etat consolidé du résultat global total au 30 juin 2019 (en milliers d'euros)

	30 juin 2018	30 juin 2019 (1)
Résultat Net de l'ensemble consolidé	-1 276	5 647
Ecarts de change résultant des activités à l'étranger	26	113
Couverture de flux de trésorerie	42	0
ID sur couverture de flux de trésorerie et autres	-14	0
Total des éléments recyclables en résultat	54	113
Ecarts actuariels - effet SORIE	193	383
ID sur écarts actuariels - effet SORIE	-56	-111
Total des éléments non recyclables en résultat	138	272
Total des éléments recyclables et non recyclables en résultat	192	385
Résultat global total	-1 084	6 031
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>-1 084</i>	<i>6 031</i>
<i>Dont intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

(1) Les comptes au 30 juin 2019 sont établis en appliquant la norme IFRS 16 (utilisation de la méthode rétrospective simplifiée sans retraitement de l'exercice précédent), cf. cf. Notes 2.2, 3.2 et 4.3

III - Bilan Consolidé au 30 juin 2019 (en milliers d'euros)

ACTIFS	31 décembre 2018	30 juin 2019 (1)
Goodwill	50 593	50 627
Autres immobilisations incorporelles	8 013	7 400
Actifs au titre des droits d'utilisation		22 224
Immobilisations corporelles	20 891	20 267
Actifs financiers non courants	6 303	4 868
Impot différé actif	888	1 095
ACTIFS NON COURANTS	86 688	106 480
Stocks	33 961	30 433
Clients	47 818	52 438
Autres créances courantes	13 408	15 793
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 550	6 719
ACTIFS COURANTS	103 736	105 383
Actifs détenus en vue de la vente	11 287	
TOTAL ACTIFS	201 711	211 863

PASSIFS	31 décembre 2018	30 juin 2019 (1)
Capital	4 619	4 619
Primes, réserves, report à nouveau	42 929	38 914
Reserve de conversion	-925	-814
Résultat (part du Groupe)	-3 757	5 651
<i>Capitaux propres part du groupe</i>	<i>42 866</i>	<i>48 369</i>
<i>Intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>134</i>	<i>131</i>
CAPITAUX PROPRES	43 000	48 500
Dettes financières à plus d'un an	51 660	44 525
Passifs de location non courants		16 692
Provisions	4 128	4 492
Impot différé passif	1 155	1 170
Autres dettes non courantes	526	538
PASSIFS NON COURANTS	57 469	67 418
Dettes financières à moins d'un an	14 001	13 893
Dettes auprès des factors	15 170	17 063
Passifs de location courants		5 656
Fournisseurs	52 818	41 139
Impôt exigible courant	1 117	673
Autres dettes courantes	15 658	17 520
PASSIFS COURANTS	98 763	95 944
Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente	2 479	
TOTAL PASSIFS	201 711	211 863

(1) Les comptes au 30 juin 2019 sont établis en appliquant la norme IFRS 16 (utilisation de la méthode rétrospective simplifiée sans retraitement de l'exercice précédent), cf. cf. Notes 2.2, 3.2 et 4.3

IV - Tableau d'évolution des capitaux propres consolidés au 30 juin 2019 (en milliers d'euros)

	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Actions auto contrôle	Ecart de Conversion	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres Totaux
Au 31 décembre 2017	4 618 753	4 619	35 100	7 804	-502	-610	46 409	-1	46 408
Augmentation (diminution) de capital et réserves							0		0
Dividendes versés							0		0
Ecart de conversion				388		-315	73		73
Résultat de l'exercice				-3 757			-3 757	34	-3 723
Valorisation des options accordées							0		0
Effets des Variations de périmètre							0	97	97
Autres mouvements				234	-93		141	4	145
Au 31 décembre 2018	4 618 753	4 619	35 100	4 669	-595	-925	42 866	134	43 000
Augmentation (diminution) de capital et réserves							0		0
Dividendes versés							0		0
Ecart de conversion						114	114		114
Résultat de l'exercice				5 651			5 651	-4	5 647
Valorisation des options accordées							0		0
Effets des Variations de périmètre							0		0
Autres mouvements				-259	-3		-262	1	-261
Au 30 Juin 2019 (1)	4 618 753	4 619	35 100	10 061	-598	-812	48 369	131	48 500

(1) Les comptes au 30 juin 2019 sont établis en appliquant la norme IFRS 16 (utilisation de la méthode rétrospective simplifiée sans retraitement de l'exercice précédent), cf. cf. Notes 2.2, 3.2 et 4.3

V - Tableau des flux de trésorerie consolidé au 30 juin 2019 (en milliers d'euros)

Tableau des flux de trésorerie consolidé	30 juin 2018	30 juin 2019 (1)
Flux de trésorerie lié à l'activité		
Résultat de l'ensemble consolidé	-1 276	5 650
Amortissements et provisions (cf. Détail 1)	3 723	6 646
Variation des impôts différés	-220	-81
Plus values de cession nettes d'impôts (2)	-119	-6 390
Capacité d'autofinancement	2 109	5 825
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (cf. Détail 2)	-8 460	-11 307
Total Flux de trésorerie lié à l'activité	-6 351	-5 482
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	-4 709	-2 079
Cession d'immobilisations	108	34
Variation nette des actifs financiers non courants	204	14 168
Variation des dettes sur immobilisations	-192	-16
Acquisition de filiales sous déduction de la trésorerie acquise	-1 776	0
Total flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-6 365	12 107
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires société mère	0	0
Augmentation de capital en numéraire net frais	0	0
Emissions d'emprunts	2 074	65
Remboursement emprunts	-5 830	-7 265
Variation dettes auprès des factors	4 403	1 893
Loyers payés au titre des contrats de location		-3 280
Total flux de trésorerie lié aux opérations de financement	647	-8 587
Variation de Trésorerie	-12 070	-1 962
Trésorerie d'ouverture	9 762	8 808
Concours bancaires d'ouverture	-5 863	-968
Trésorerie d'ouverture	3 899	7 840
Trésorerie de clôture	4 729	6 719
Concours bancaires de clôture	-12 900	-773
Trésorerie de clôture	-8 171	5 946
Variation de trésorerie	-12 070	-1 894
Variations du cours des devises	-2	67

Détail Tableau des Flux Groupe Orapi

Détail Tableau des Flux	30 juin 2018	30 juin 2019 (1)
<i>Détail 1 Amortissements et provisions</i>		
Amortissements	3 633	6 653
Variation nette Provisions risques et charges	90	-7
Total détail 1	3 723	6 646
<i>Détail 2 Variation besoin en fonds de roulement</i>		
Variation stock	2 373	3 533
Variation clients	-6 922	-4 942
Variations fournisseurs	-3 565	-10 526
Variations autres créances	-608	-964
Variation autres dettes et autres dettes à plus d'un an	262	1 593
Total détail 2	-8 460	-11 307

(1) Les comptes au 30 juin 2019 sont établis en appliquant la norme IFRS 16 (utilisation de la méthode rétrospective simplifiée sans retraitement de l'exercice précédent), cf. cf. Notes 2.2, 3.2 et 4.3

Présentation de la société

Orapi SA, société-mère du Groupe Orapi, est une société anonyme de droit français et dont le siège social est situé 25, rue de l'Industrie, 69200 VENISSIEUX, France. Orapi SA est une société cotée au compartiment C de l'Eurolist d'Euronext Paris.

ORAPI conçoit, fabrique et distribue des solutions et produits techniques consommables pour l'hygiène professionnelle et le *Process*.

La présente annexe fait partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2019, qui ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 18 septembre 2019.

1 Principaux événements de la période

1.1 Cession de DACD le 15 mars 2019

Le 15 mars 2019, Orapi a cédé 100% de titres de la société DACD consolidée au 31 décembre 2018 en « Actifs et Passifs destinés à la vente ».

Cette société qui fabrique et commercialise des produits d'hygiène et de maintenance pour les collectivités, l'industrie et les artisans avait réalisé un chiffre d'affaires de 13 M€ en 2018 soit 5% du CA consolidé et 25% de l'EBITDA consolidé. Elle a réalisé un CA de 3,4M€ sur le 1er trimestre 2019.

La cession de DACD a engendré une plus-value consolidée de 6 390K€.

2 Principes comptables, méthodes d'évaluation et modalités de consolidation

2.1 Principes généraux

Conformité aux normes comptables

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés résumés du groupe Orapi sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) telles qu'adoptées par l'Union Européenne à la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration qui sont applicables au 30 juin 2019.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm.

Base de préparation

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »).

Les états financiers consolidés semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés au 31 décembre 2018, et en particulier la note 1 relative aux méthodes d'évaluation et modalités de consolidation.

Les comptes consolidés du groupe ont été établis selon le principe du coût historique. Les états financiers consolidés sont présentés en Euro, monnaie fonctionnelle et de présentation du Groupe. Les tableaux comportent des données arrondies individuellement au millier le plus proche (€ 1000) sauf indication contraire. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les agrégats ou sous-totaux affichés.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 sont disponibles sur demande au siège social de la société situé au 25, rue de l'Industrie, 69200 VENISSIEUX ou sur son site internet www.orapi.com.

Méthodes comptables

Les règles et méthodes comptables appliquées pour la préparation des états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2018, après la prise en compte ou à l'exception des nouvelles normes et interprétations décrites ci-dessous.

Normes, amendement de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1er janvier 2019 :

Le Groupe a appliqué pour la première fois la norme IFRS 16 « Contrats de location » à compter du 1er janvier 2019. Cette norme remplace IAS 17 « Contrats de location », ainsi que toutes les interprétations qui s'y rattachent. L'application de cette norme fait l'objet d'une présentation détaillée en §2.2.

D'autres nouvelles normes sont entrées en vigueur au 1er janvier 2019, mais elles n'ont aucun effet significatif sur les états financiers du Groupe.

Utilisation d'estimations et jugements

La préparation des états financiers requiert, de la part de la Direction, l'utilisation d'estimations, de jugements et d'hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations figurant en annexe. Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter des estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. Les estimations et hypothèses, élaborées sur la base des informations disponibles à la date d'arrêt des comptes, portent en particulier sur :

- Les dépréciations des goodwill
- La comptabilisation des actifs d'impôts différés
- Indemnités de départs à la retraites et Autres Avantages Postérieurs à l'Emploi
- Dépréciation des stocks
- Les RFA et coopérations commerciales avec les fournisseurs.
- Les provisions pour litiges

Les principales hypothèses concernant des événements futurs et les autres sources d'incertitude liées au recours à des estimations à la date de clôture pour lesquelles il existe un risque significatif de modification matérielle des valeurs nettes comptables d'actifs et de passifs au cours d'un exercice ultérieur, sont présentées ci-dessous :

Dépréciation des goodwill

Le Groupe vérifie la nécessité de déprécier les goodwill au moins une fois par an à la clôture de l'exercice, et à chaque fois qu'un indice de perte de valeur est identifié lors d'une clôture intermédiaire. Ceci nécessite une estimation de la valeur recouvrable, généralement assise sur la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie auxquelles les goodwill sont alloués. La détermination de la valeur d'utilité requiert que le Groupe fasse des estimations sur les flux de trésorerie futurs attendus de cette unité génératrice et également de choisir un taux d'actualisation adéquat pour calculer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie. La valeur nette comptable des goodwill au 30 juin 2019 est de 50 627 KEUR.

Comptabilisation des actifs d'impôts différés

Le Groupe ne comptabilise des actifs d'impôts différés que s'il est probable qu'il disposera de bénéfices imposables sur lesquels les différences temporelles déductibles pourront être imputées. A chaque clôture, la valeur comptable des actifs d'impôts différés fait l'objet d'une réestimation afin, d'une part d'apprécier à nouveau, la valeur comptable des actifs d'impôts différés comptabilisés et non apurés, et d'autre part d'apprécier si les actifs d'impôts différés non comptabilisés au cours des exercices antérieurs peuvent l'être à cette clôture.

Indemnités de départs à la retraites et Autres Avantages Postérieurs à l'Emploi

Le coût des régimes à prestations définies et autres avantages de couverture médicale postérieurs à l'emploi, est déterminé sur la base d'évaluations actuarielles. Ces évaluations reposent sur des hypothèses en matière de taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires, taux de mortalité et d'augmentation des engagements sociaux.

Conformément à IAS 34, compte tenu de l'absence d'évènement significatif (modifications et liquidations de régimes), la variation des engagements sociaux est fondée sur l'évaluation actuarielle au 30 juin 2019 des engagements de retraite en tenant compte des données du 31 décembre 2018 retraitées des départs intervenus au cours du 1er semestre 2019 et d'un taux d'actualisation de 0,8% retenu au 30 juin 2019 (1,6% au 31 décembre 2018).

Dépréciation des stocks

Les règles de dépréciation de stocks du Groupe Orapi ainsi que les situations spécifiques rencontrées lors de croissances externes (ex : stocks contenant des composants interdits ou en voie d'interdiction) peuvent conduire à l'enregistrement de provisions.

RFA et coopérations commerciales à percevoir de la part des fournisseurs

Les achats effectués auprès de certains fournisseurs donnent lieu à une estimation de RFA (inconditionnelles, ou conditionnelles en fonction d'objectifs d'achats) et de montants liés à des coopérations commerciales.

A chaque clôture, le Groupe procède à une estimation des produits à recevoir de ses fournisseurs au titre des remises de fin de période et/ou accords de coopération commerciale. Cette estimation est établie sur la base des engagements figurant dans les contrats signés avec les fournisseurs, des réalisations à date et, le cas échéant, des projections de réalisations futures jusqu'à l'échéance contractuelle.

Provisions pour litiges

Le Groupe est partie à un certain nombre de litiges ou situations contentieuses en matière commerciale qui relèvent du cours normal de son activité. Le groupe peut faire l'objet de demandes d'indemnisation dont les montants sont significatifs. Les risques identifiés font l'objet de provisions pour risques et charges dès lors qu'ils peuvent être évalués avec une précision suffisante.

2.2 Application de la norme IFRS 16 « Contrats de location »

La norme IFRS 16 « Contrats de location », d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2019 supprime la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location financement et impose aux preneurs de comptabiliser, pour les contrats éligibles à la norme, l'ensemble des loyers restant à payer sous forme :

- D'actifs au titre des droits d'utilisation, à l'actif du bilan,
- De passifs financiers représentatif des loyers futurs actualisés (Passifs de location), au passif du bilan.

Par ailleurs, la charges de loyers de ces contrats de location auparavant intégralement comptabilisée au sein de l'EBITDA, est remplacée par une charge d'amortissements liée au droit d'utilisation dans le résultat opérationnel et par une charge d'intérêts financiers liée à la dette de location.

Le Groupe Orapi a appliqué la norme IFRS 16 à compter du 1er janvier 2019 selon la méthode rétrospective simplifiée. Par conséquent, les informations comparatives 2018 présentées ne sont pas retraitées.

Le Groupe a choisi de ne pas reconnaître de droits d'utilisation d'actifs et de dettes financières de location pour les contrats de location court terme (d'une durée ne dépassant pas un an) et/ou les contrats de location concernant des actifs de faible valeur. Dans les deux cas, les loyers futurs relatifs à ces engagements ne sont pas matériels au 30 juin 2019.

Les taux d'actualisation appliqués à la date de transition ont été déterminés par zone géographique et par catégorie d'actifs en fonction du taux d'emprunt marginal du Groupe ou des entités preneuses. Ces taux d'actualisation ont été déterminés en tenant compte des durées résiduelles des contrats à compter de la date de première application, soit le 1er janvier 2019.

L'impact de l'application au 1er janvier 2019 de cette norme se traduit par l'enregistrement de droits d'utilisation d'actifs pour 25,1 millions d'euros et de dettes financières de location pour le même montant ventilé entre la partie courante (5,9M€) et non courante (19.2M€).

ACTIFS	31 décembre 2018	Impacts IFRS 16	1er janvier 2019
Goodwill	50 593	0	50 593
Autres immobilisations incorporelles	8 013	0	8 013
Actifs au titre des droits d'utilisation		24 829	24 829
Immobilisations corporelles	20 891	0	20 891
Actifs financiers non courants	6 303	0	6 303
Impôt différé actif	888	0	888
			0
ACTIFS NON COURANTS	86 688	24 829	111 516
ACTIFS COURANTS	103 736	0	103 736
Actifs détenus en vue de la vente	11 287	225	11 512
TOTAL ACTIFS	201 711	25 054	226 765

PASSIFS	31 décembre 2018	Impacts IFRS 16	1er janvier 2019
CAPITAUX PROPRES	43 000	0	43 000
Dettes financières à plus d'un an	51 660	0	51 660
Passifs de location non courants		19 093	19 093
Provisions	4 128	0	4 128
Impôt différé passif	1 155	0	1 155
Autres dettes non courantes	526	0	526
PASSIFS NON COURANTS	57 469	19 093	76 562
Dettes financières à moins d'un an	14 001		14 001
Dettes auprès des factors	15 170		15 170
Passifs de location courants		5 736	5 736
Fournisseurs	52 818		52 818
Impôt exigible courant	1 117		1 117
Autres dettes courantes	15 658		15 658
PASSIFS COURANTS	98 763	5 736	104 499
Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente	2 479	225	2 705
TOTAL PASSIFS	201 711	25 054	226 765

La réconciliation de la balance d'ouverture des passifs de location conformément à IFRS 16 avec les loyers restants dus au 31 décembre 2018 pour les contrats de location simple, comme définis par IAS 17, figure dans le tableau suivant :

En M€	Engagements au titre des contrats de location simple	Actualisation des loyers	Exemption pour les contrats portant sur des actifs de faible valeur	Exemption pour les contrats de courte durée	Changement d'estimation sur la durée des contrats (1)	Passifs de location
1 ^{er} janvier 2019	23,3	-1,9	-0,25	-0,05	+4	25,1

(1) Ecart lié à des changements d'estimation de durée de certains contrats entre la période d'engagement minimale et la durée raisonnablement certaine retenue.

En valeur, les contrats de location sont essentiellement constitués par des biens immobiliers (bureaux, usines et entrepôts), pour lesquels la durée d'amortissement des agencements est en cohérence avec la durée retenue dans le calcul des droits d'utilisation.

La durée des baux commerciaux appliquée correspond à leur période exécutoire, sauf si le preneur est raisonnablement certain d'exercer son option de résiliation au terme d'une des périodes triennales.

Le détail des droits d'utilisation d'actifs et des passifs de location enregistrés dans les comptes consolidés au 30 juin est présenté en § 3.2.

2.3 Périmètre de consolidation

Désignation	Société de droit	Décembre 2018		Juin 2019		Méthode d'intégration
		pourcentage d'intérêt	pourcentage de contrôle	pourcentage d'intérêt	pourcentage de contrôle	
Orapi SA	Français	société mère	société mère	société mère	société mère	IG
Orapi Europe	Français	100%	100%	100%	100%	IG
Orapi International	Français	100%	100%	100%	100%	IG
DACD (A)	Français	100%	100%	-	-	IG
Chimiotechnic Vénisieux	Français	100%	100%	100%	100%	IG
PHEM	Français	100%	100%	100%	100%	IG
Quartz (B)	Français	100%	100%	-	-	IG
Proven-Orapi Group	Français	100%	100%	100%	100%	IG
Orapi Hygiène	Français	100%	100%	100%	100%	IG
Orapi Academy	Français	100%	100%	100%	100%	IG
Laboratoires Médilis	Français	100%	100%	100%	100%	IG
MHE	Français	100%	100%	100%	100%	IG
Justinesy Frères (C)	Français	100%	100%	-	-	IG
Orapi Pacifique LTD	Anglais	100%	100%	100%	100%	IG
Orapi Applied Ltd	Anglais	100%	100%	100%	100%	IG
Orapi Nordic	Finlandais	100%	100%	100%	100%	IG
Orapi USA Holding	Américain	100%	100%	100%	100%	IG
Orapi Canada	Canadien	100%	100%	100%	100%	IG
Orapi Italie	Italien	100%	100%	100%	100%	IG
Orapi Asia PTE LTD	Singapourien	100%	100%	100%	100%	IG
Orapi Applied Chemicals (S) PTE	Singapourien	100%	100%	100%	100%	IG
Orapi Applied (M) SDN BHD	Malaysien	100%	100%	100%	100%	IG
Orapi Applied (T) Co., Ltd	Thaïlandais	100%	100%	100%	100%	IG
Orapi Applied Nederland BV	Hollandais	100%	100%	100%	100%	IG
Orapi Applied Belgium SA (D)	Belge	100%	100%	-	-	IG
OTE, SL	Espagnol	100%	100%	100%	100%	IG
ODS	Espagnol	100%	100%	100%	100%	IG
Orapi Transnet Argentina S.A.	Argentin	100%	100%	100%	100%	IG
Orapi Transnet Sp Zoo	Polonais	100%	100%	100%	100%	IG
Orapi Middle East Trading LLC	Dubaï	51,00%	51,00%	51,00%	51,00%	IG

(A) La société DACD a été cédée le 15 mars 2019. Elle est sortie du périmètre de consolidation le 31 mars 2019.

(B) Fusion Absorption de la société Quartz par la société PHEM en date du 1er mars 2019 avec effet rétroactif comptable et fiscal au 1er janvier 2019.

(C) Fusion Absorption de la société Justinesy par la société Orapi Hygiène en date du 1er avril 2019 avec effet rétroactif comptable et fiscal au 1er janvier 2019.

(D) Liquidation de la société Orapi Applied Belgium en février 2019.

3 Notes relatives aux postes du bilan

3.1 Goodwill

Goodwill	2018	"+"	"-"	Variation périmètre	Var. conversion et aut. Var.	2019
Valeur brute	59 599			-6 195	34	53 438
Actifs détenus en vue de la vente (A)	-6 195			6 195		0
Dépréciation des goodwill	-2 811					-2 811
Total Goodwill	50 593			0	34	50 627

(A) Cette rubrique correspondait au reclassement des actifs de DACD en actifs détenus en vue de la vente en décembre 2018.

Au 30 juin 2019, le groupe Orapi a procédé à l'estimation de la valeur recouvrable de l'UGT Europe du Sud. Cette valeur a été estimée sur la base de la valeur d'utilité qui a été calculée à partir de l'actualisation des flux de trésorerie prévisionnels sur la base des réalisations et des données connues à l'issue du 1er semestre 2019. Un taux d'actualisation après impôt de 9,4% a été retenu, ainsi qu'un taux de croissance perpétuelle de 1,9%.

Le test de dépréciation effectué n'a pas conduit le Groupe à enregistrer une perte de valeur au cours du semestre.

La sensibilité, pour l'UGT Europe du Sud, du résultat du test aux variations, prises isolément, des hypothèses retenues pour la détermination au 30/06/2019 de la valeur d'utilité de cette UGT est la suivante :

- L'utilisation d'un taux d'actualisation de 9,9% (+0,5 point par rapport au taux retenu) conduirait à enregistrer une dépréciation de -3,4M€.
- La diminution du taux de croissance à l'infini de 0,25 point diminuerait la valeur d'utilité de 1,7 M€, sans pour autant ramener la marge du test de dépréciation à zéro.
- La diminution du taux de Résultat opérationnel courant sur la période terminale de 0,3 point conduirait à enregistrer une dépréciation de -2 M€.

En l'absence d'indice de perte de valeur au 30 juin 2019, il n'a pas été réalisé de test de dépréciation sur les autres UGT.

3.2 Contrats de location : détail des droits d'utilisation d'actifs

Les droits d'utilisation d'actifs s'analysent comme suit :

<i>Actifs au titre des droits d'utilisation en K€</i>	Constructions	Autres	Total 30 juin 2019
Valeur brute	22 588	2 806	25 394
Amortissements	-2 427	-743	-3 170
Total	20 161	2 063	22 224

Les droits d'utilisation d'actifs relatifs aux constructions résultent principalement de contrats de location pour des sites de production, des bureaux commerciaux et des entrepôts.

Les autres droits d'utilisation d'actifs concernent principalement des véhicules, engins de manutention et certains matériels informatiques.

3.3 Actions propres

Orapi réalise des opérations sur actions propres dans le cadre d'un contrat de liquidité et d'un contrat de rachat. Orapi a procédé au cours du premier semestre 2019 à :

- L'acquisition de 35 401 actions pour une valeur totale de 193 K€
- La cession de 34 597 actions pour une valeur totale de 189 K€.

Au 30 juin 2019, 36 956 actions sont détenues en propre par Orapi SA pour une valeur comptable de 347 K€, contre 36 152 actions détenues au 31 décembre 2018 pour une valeur comptable de 347 K€.

3.4 Dividendes payés

L'Assemblée Générale tenue le 26 avril 2019 a décidé de ne pas distribuer de dividende au titre de l'exercice 2018.

3.5 Passifs et actifs éventuels

Aucune action nouvelle susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes consolidés et non provisionnée n'a été engagée à l'encontre du Groupe.

Le Groupe est partie à un certain nombre de litiges ou situations contentieuses en matière commerciale qui relèvent du cours normal de son activité. Le groupe peut faire l'objet de demandes d'indemnisation dont les montants sont significatifs. Les risques identifiés font l'objet de provisions pour risques et charges dès lors qu'ils peuvent être évalués avec une précision suffisante.

3.6 Dettes financières nettes

Les dettes financières nettes (hors passifs de location) s'élèvent à 68 762 K€ au 30 juin 2019 et se décomposent de la manière suivante :

	2018	"+"	"-"	Variation périmètre	2019
Emprunts CT et LT	64 591	69	-7 206 (1)		57 454
Découvert bancaire	969		-122	-74	773
Dettes sur crédit-bail	175		-59		116
Dettes auprès des <i>factors</i>	15 170	1 893			17 063
Autres dettes financières	29	50		-3	76
Total dettes financières brutes hors passifs de location	80 933	2 012	-7 387	-77	75 481
<i>Dont dettes financières > 1 an</i>	<i>51 660</i>				<i>44 525</i>
<i>Dont dettes financières < 1 an</i>	<i>29 273</i>				<i>30 956</i>
Trésorerie	-8 808		2 089		-6 719
Total dettes financières nettes hors passifs de location	72 125	2 012	-5 298	-77	68 762
Passifs de location (2)	0	22 348			22 348
Total dettes financières nettes	72 125	24 360	-5 298	-77	91 110

- (1) Sur la période, Orapi a remboursé par anticipation 4M€ prélevé sur le produit de la cession DACD.
(2) Les passifs de location comprennent 16,7M€ de dettes non courantes, le solde correspondant à des dettes courantes.

Les emprunts financiers d'ORAPI sont soumis à des clauses de remboursement anticipé usuelles et, pour l'obligation Micado 2, une clause de défaut croisé.

Le crédit syndiqué est soumis à des clauses de respect de ratios financiers portant :

- Sur le rapport dettes financières nettes sur EBITDA consolidé. Celui-ci doit être calculé lors de chaque clôture annuelle et semestrielle. Le ratio à respecter était de 5,5 au 30 juin 2019, il passe à 4,6 au 31 décembre 2020,
- Sur le rapport dettes financières sur fonds propres. Celui-ci doit être calculé lors de chaque clôture annuelle. Il est de 1,6 au 31 décembre 2019,
- Sur le rapport free cash-flow sur service de la dette. Ce ratio doit être calculé lors de chaque clôture annuelle à compter du 31 décembre 2023 et doit rester supérieur à 1.

Au 30 juin 2019, la situation du Groupe en matière de covenants financiers est la suivante :

Crédit syndiqué

Capital emprunté (k€)	Solde au 30/06/2019 (k€)	Note
15 090	12 924	(1)
8 000	7 300	(1)
4 000	3 650	(1)
8 650	7 894	(1)
5 000	4 087	(1)
5 000	4 087	(1)

- (1) Les covenants n'ont pas été respectés au 30 juin 2019. La société a obtenu un waiver des banques en date du 24 juin 2019.

Emprunt Micado 2

Capital emprunté (k€)	Solde au 30/06/2019 (k€)	Note
5 000	5 000	(2)

- (2) S'agissant de l'obligation Micado 2 d'un montant de 5 M€, Orapi a obtenu avant le 31/12/2018 un *waiver* par lequel les prêteurs confirment qu'ils acceptent de surseoir à l'exigibilité anticipée des prêts du fait du non-respect des ratios financiers. Il n'existe pas de ratio à respecter au 30 juin 2019 et l'échéance de cet emprunt est antérieure au 31 décembre 2019.

Par conséquent, la société n'est pas en défaut sur ces ratios au 30 juin 2019.

Orapi doit faire face à des échéances de remboursement d'emprunt significatives à court terme, notamment le solde de l'emprunt Micado 2 pour un montant de 5 M€.

Les flux d'exploitation qui sont prévus d'être dégagés par Orapi au cours du second semestre 2019, bien que conformes à son plan stratégique, nécessitent d'être complétés par des mesures additionnelles pour faire face au service complet de la dette.

Dans ce contexte, Orapi est en cours de discussion avancée avec ses partenaires financiers afin d'obtenir un reprofilage de sa dette moyen et long terme et travaille par ailleurs à l'obtention de nouvelles sources de financement en vue de disposer durablement des financements à moyen et long terme nécessaires à la poursuite de son plan stratégique.

La Direction d'Orapi est confiante sur l'aboutissement favorable des discussions avec les partenaires bancaires, tant sur le report des échéances que sur l'obtention de waivers sur les ratios à respecter au 31/12/2019, et, sur cette base, a retenu, pour l'arrêté des comptes semestriels au 30 juin 2019 le principe clé de continuité d'exploitation.

3.7 Transactions avec les parties liées

Il n'y a pas de modification substantielle des conditions de rémunération des dirigeants par rapport à l'exercice 2018 (cf. §4.6 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2018).

3.8 Engagements hors bilan

Suite à la cession de DACD, Orapi a octroyé à l'acquéreur de la société DACD une garantie de passif fiscal plafonnée à hauteur de 1,25 M€ et prenant effet le jour de la cession pour expirer un mois après l'expiration du délai de prescription de l'action de l'administration.

4 Notes relatives aux postes du compte de résultat

4.1 Saisonnalité

Saisonnalité de l'activité

Les opérations présentent une faible saisonnalité : hors événements non récurrents, l'activité du premier semestre représente entre 50% et 53% de l'activité annuelle.

4.2 Frais de personnel

Supprimé au 1er janvier 2019 et remplacé par un allègement des charges sociales employeur, le CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi) était enregistré à hauteur de 585 K€ en déduction des charges de personnel au 30 juin 2018.

4.3 Impacts application de la norme IFRS 16 « Contrats de location »

<i>En K€</i>	30/06/2019
Loyers payés au titre des contrats de locations en charges externes	3 592
Impact EBITDA	3 592
Dotation aux amortissements	-3 404
Impact Résultat opérationnel courant	188
Charge d'intérêts financiers en coût de l'endettement financier	-312
Impact résultat net de l'ensemble consolidé	-124

4.4 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels incluent :

	30/06/2018	30/06/2019
Plus-value de cession de la société DACD		+6 390
Frais et provisions liés à la mise en œuvre du plan de transformation (1)		-1 393
Frais et provisions de restructuration et déménagement	-1 383	
Frais et provisions sur litiges	-168	-166
Frais d'acquisition et d'intégration	-52	
Autres produits et charges non courants	+1	+130
Autres produits et charges opérationnels	-1 601	4 961

(1) Dans le cadre de son plan de transformation visant à améliorer la rentabilité du groupe, Orapi a encouru des coûts non récurrents liés à la mise en œuvre de ce plan : coûts de départ, transferts, conseils.

4.5 Preuve d'impôt et impôts et taxes

L'impôt théorique est déterminé en appliquant au résultat consolidé avant IS le taux d'IS en France :

	juin 2018	juin 2019
Impôt théorique ((-) = produit)	-266	1 757
Effet des taux d'imposition à l'étranger	-87	-94
Impôts différés non reconnus sur pertes fiscales	712	238
Profit non taxé sur perte fiscale passée non activée	-106	-79
Différences permanentes (net) (effet IS du CICE inclus en 2018) (1)	-73	-1 553
CVAE (net)	246	190
Crédits d'impôts et autres	-70	-50
Impôt réel	356	409

(1) Inclus la plus-value de cession DACD

	2018	2019
Impôt exigible	516	594
Impôt différé	-161	-185
Total impôt	356	409

Le montant de l'« Impôt exigible » inclut 350 K€ deCVAE (avant IS), (342 K€ en juin 2018).

5 Ventilation par zone géographique

5.1 Description des principes retenus

Orapi a retenu le secteur géographique, fonction de l'implantation des actifs comme critère unique d'information sectorielle. Selon ce critère, l'activité peut être répartie en 4 segments principaux : Europe du Nord, Europe du Sud, Amérique du Nord, Asie & Reste du monde.

Cette répartition est présentée selon des principes comptables identiques à ceux du reporting interne et reproduit l'information sectorielle synthétique définie pour gérer et mesurer en interne les performances de l'entreprise.

Les opérations réciproques à l'intérieur d'un même secteur géographique sont annulées dans les informations présentées ci-après.

5.2 Information par secteur géographique au 30 juin 2019

	Europe du Nord	Europe du Sud	Amérique du Nord	Asie & Reste Du monde	Elim	Total
Chiffre d'affaires net du secteur	8 159	114 542	825	5 153		128 679
Ventes inter-activités	80	1 837	0	21	-1 938	
Total chiffre d'affaires net	8 239	116 379	825	5 174	-1 938	128 679
Amortissement des immobilisations	-461	-5 879	-47	-249		-6 637
Résultat opérationnel courant	594	1 123	65	1 056	16	2 854
Résultat Opérationnel	597	6 211	65	1 056	-114	7 815
Coût de l'endettement financier net						-1 741
Autres produits et charges financiers						-18
Impôt						-409
Résultat net de l'ensemble consolidé						5 647
Résultat net (part des minoritaires)						-4
Résultat net (part du Groupe)						5 651

	Europe du Nord	Europe du Sud	Amérique du Nord	Asie & Reste du monde	Elim	Total
Ecarts d'acquisition	6 429	42 955	104	1 138		50 627
Immobilisations corporelles nettes	265	17 186	13	2 803		20 267
Actifs au titre des droits d'utilisation	1 954	18 856	417	996		22 224
Autres immobilisations	979	6 325	96			7 400
Actifs sectoriels autres	5 610	93 312	796	3 516	-4 570	98 664
Actifs financiers	731	5 589	128	1 836	3 302	11 586
Actifs d'impôt		1 017			78	1 095
Actifs détenus en vue de la vente						
Total Actif	15 970	185 241	1 554	10 289	-1 191	211 863
Passifs sectoriels	2 708	57 938	210	2 010	823	63 688
Dettes financières	0	74 274	230	977		75 482
Passifs de locations non courants	1 972	18 953	422	1 002		22 348
Dette inter-sociétés	1 538	-1 059	50	-532	3	0
Passifs d'impôt	1 243	454	29	118		1 844
Capitaux propres	8 510	34 680	614	6 714	-2 017	48 500
Total Passif	15 970	185 241	1 554	10 289	-1 191	211 863
Investissements	64	1 962	2	51		2 079

5.3 Information par secteur géographique au 30 juin 2018

	Europe du Nord	Europe du Sud	Amérique du Nord	Asie & Reste du monde	Elim	Total
Chiffre d'affaires net du secteur	8 483	116 089	950	5 129		130 651
Ventes inter-activités	74	1 691	13	15	-1 791	
Total chiffre d'affaires net	8 557	117 779	962	5 144	-1 791	130 652
Amortissement des immobilisations	-16	-3 312	-5	-275		-3 607
Résultat opérationnel courant	609	397	54	826	29	1 916
Résultat Opérationnel	589	-1 232	111	826	29	325
Coût de l'endettement financier net						-1 168
Autres produits et charges financiers						-77
Impôt						-356
Résultat net de l'ensemble consolidé						-1 276
Résultat net (part des minoritaires)						-3
Résultat net (part du Groupe)						-1 273

	Europe du Nord	Europe du Sud	Amérique du Nord	Asie & Reste du monde	Elim	Total
Ecarts d'acquisition	6 449	48 877	101	1 135		56 562
Immobilisations corporelles nettes	213	19 056	14	2 914		22 198
Autres immobilisations	989	7 647	93			8 729
Actifs sectoriels autres	5 503	100 898	699	3 879	-1 557	109 421
Actifs financiers	1 239	3 395	195	1 606		6 434
Participations dans les entreprises associées		254				254
Actifs d'impôt	-7	832			156	981
Total Actif	14 387	180 959	1 102	9 534	-1 401	204 580
Passifs sectoriels	2 682	73 485	196	1 806	-995	77 175
Dettes financières	47	79 195	198	1 117		80 557
Dette inter-sociétés	1 878	-2 174	50	252	-6	0
Passifs d'impôt	1 195	169	28	128		1 520
Capitaux propres	8 585	30 283	631	6 231	-401	45 328
Total Passif	14 387	180 959	1 102	9 534	-1 401	204 580
Investissements	29	4 570	0	110		4 709

6 Evénements intervenus après la date de clôture

Néant.

VII - Rapport d'activité sur les comptes intermédiaires consolidés résumés au 30 juin 2019

1. Commentaires sur les données chiffrées incluses dans le tableau d'activité et de résultats relatives au chiffre d'affaires et aux résultats du groupe au cours du semestre écoulé.

En M€	S1 2018 publié	S1 2019 IFRS 16	S1 2018 à PCC*	S1 2019 à PCC*
Chiffre d'affaires	130,6	128,7	125,6	125,3
EBITDA*	5,5	9,4	4,3	5,2
Résultat Opérationnel Courant	1,9	2,9	0,8	2,1
Résultat Opérationnel	0,3	7,8	-0,8	7,1
Résultat Net (part du Groupe)	-1,3	5,7	-2,4	5,2

* Pour la comparabilité, compte de résultat sans impact IFRS 16 en 2019 et sans DACD en 2018 et 2019.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 128,7 M€, en recul de -2M€, soit -1,5% à périmètre courant par rapport au premier semestre 2018. Cette baisse s'explique principalement par le changement de périmètre lié à la cession de la société DACD en mars 2019 et à l'acquisition de la société Justinesy en février 2018. En effet, à périmètre comparable, le Groupe Orapi confirme sur le 1^{er} semestre 2019 la bonne stabilisation de son activité avec un chiffre d'affaires de 125,3M€ vs 125,6M€ en 2018.

La base solide de chiffre d'affaires doublée des premiers effets du plan stratégique (stabilisation des charges, politique de prix...) permettent au Groupe de dégager une marge brute en hausse de 0,8% à 47,7% à PCC. Ainsi,

- l'EBITDA s'établit à 9,4 M€ et est en hausse de +21,5% à PCC*,
- Le résultat opérationnel courant (ROC) s'établit à 2,9M€, soit 2,2% du chiffre d'affaires et est en hausse de +162,5% à PCC*.

Les autres produits et charges opérationnels s'élèvent à +5 M€ et sont constituées principalement de la plus-value de cession de la société DACD (+6,4M€) et de frais et provisions liés à la mise en œuvre du plan de recentrage stratégique.

Le résultat opérationnel du 1^{er} semestre 2019 bénéficiant de la plus-value de cession s'apprécie fortement à 7,8M€ ainsi que le résultat net diminué des frais financiers à 5,7M€ (vs -1,3M€ en 2018).

Les flux de trésorerie liés à l'activité s'élèvent à -5,5 M€ (contre -6,4 M€ en 2018 soit +0,9 M€). La capacité d'autofinancement qui s'élevait à +2,1M€ en juin 2018 atteint +5,8 M€ en juin 2019 (dont 3,3M€ d'impact IFRS 16). Le BFR quant à lui augmente de 11,3M€ principalement du fait de la saisonnalité des ventes et de la baisse des dettes fournisseurs. Les flux liés aux opérations d'investissements (+12,1M€) correspondent essentiellement à la trésorerie perçue suite à la cession de la société DACD (14,2M€), minorée des acquisitions d'immobilisations pour 2,1M€, qui, par ailleurs, sont en ligne avec les objectifs fixés.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de financement (-8,6M€) intègrent principalement :

- des remboursements d'emprunts pour -7,3M€ dont 4M€ ont été prélevés sur le produit de la cession de DACD
- une variation des dettes auprès des factors +1,9M€
- des loyers payés au titre des contrats de location conformément à la norme IFRS 16 (-3,3M€)

2. Description de l'activité au cours du semestre écoulé.

Le Groupe ORAPI affiche sur le premier semestre 2019 un chiffre d'affaires de 128,7 M€ à périmètre et change courants.

La zone Europe, s'établit à 122,7 M€ :

- En France, marché historique du Groupe, le niveau d'activité confirme une reprise satisfaisante des ventes qui s'établissent à 111,5M€. Cette dynamique est notamment tirée par les gammes Orapi Process qui enregistrent une croissance supérieure à 15%.
- L'Europe présente un chiffre d'affaires de 11,2M€, +0,4% par rapport au 1^{er} semestre 2018. Bien que toujours marquée par les incertitudes relatives au Brexit du Royaume-Uni (-4% de CA), cette zone enregistre les premiers effets positifs de sa réorganisation en Pologne (+26%) et un accroissement régulier des volumes en Espagne (+25%), compensant des ventes moins dynamiques en Scandinavie (-11%).

En Amérique du Nord (chiffre d'affaires de 0,9 M€ sur le 1^{er} semestre 2019 et 2018) ainsi qu'en Asie et reste du Monde (chiffre d'affaires de 5,1M€ sur le 1^{er} semestre 2019 et 2018), le Groupe confirme la bonne tenue de ses positions commerciales.

3. Indications des événements importants survenus au cours du semestre écoulé.

Le 15 mars 2019, Orapi a cédé 100% de titres de la société DACD consolidée au 31 décembre 2018 en « Actifs et Passifs destinés à la vente ». Cette société qui fabrique et commercialise des produits d'hygiène et de maintenance pour les collectivités, l'industrie et les artisans avait réalisé un chiffre d'affaires de 13 M€ en 2018 soit 5% du CA consolidé et 25% de l'EBITDA consolidé. Elle a réalisé un CA de 3,4M€ sur le 1^{er} trimestre 2019. La cession de DACD a engendré une plus-value consolidée de 6 390K€.

Par ailleurs, Orapi confirme la mise en œuvre de son plan de recentrage stratégique et d'amélioration de l'efficacité opérationnelle, ainsi que son objectif de réduction de sa dette financière.

Ainsi le Groupe poursuit avec ses partenaires financiers ses discussions en vue de réaliser le *refit* de sa dette moyen et long terme et renforcer sa structure financière pour consolider sa robustesse et sa flexibilité.

4. Description de l'évolution prévisible de cette activité pendant l'exercice.

Dans un contexte de marché marqué par une concurrence toujours âpre en France, Orapi va principalement poursuivre la relance commerciale de ses activités en Hygiène en :

- Mixant la croissance auprès d'une clientèle indépendante et la poursuite de la prospection de nouveaux Grands Comptes
- S'assurant d'une évolution équilibrée de ses portefeuilles clients entre Indépendants, Grandes Comptes et Appels d'Offres

Par ailleurs, Orapi poursuit la mise en œuvre de son plan stratégique 2019-2023 articulé autour de 4 axes :

- L'optimisation de la génération de cash
- L'amélioration de la rentabilité par les prix et les marges
- L'amélioration de l'efficacité industrielle et logistique
- Le renforcement de l'organisation et l'évolution de la gouvernance

5. Description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Les principaux facteurs de risques sont décrits en détail dans le chapitre 3 du Document de Référence (paragraphe 1.6.2 et 1.7 du rapport de gestion) déposé auprès de l'AMF sous le n°D.19-0278 en date du 5 avril 2019, notamment :

- Risques liés à l'évolution des effectifs et compétences
- Risques liés à la réglementation
- Risques liés à l'environnement et la sécurité
- Risques de dépendance (brevets, licences et marques, clients, fournisseurs)
- Risques liés au non-respect des droits de l'homme
- Risques liés à la corruption et à l'évasion fiscale
- Risques juridiques et litiges
- Risques de marché (risque de liquidité, risque de change, risque de taux)
- Risques sur actions

- Risques liés au factor
 - Risque d'exigibilité lié au dépassement potentiel des covenants des crédits bancaires.
6. Principales transactions avec les parties liées : transactions entre parties liées ayant eu lieu au cours des six premiers mois de l'exercice et ayant influé de façon significative sur la situation financière ou sur les résultats ; toutes modifications affectant les transactions entre parties liées décrites dans le dernier rapport annuel qui pourraient influencer significativement sur la situation financière ou sur les résultats durant les six premiers mois de l'exercice

Les principales transactions avec les parties liées sont décrites dans la note 3.7 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés, et de manière plus détaillée au paragraphe 4.6 de l'annexe aux comptes consolidés 2018 (Document de Référence 2018 page 108).

VIII – Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Saint Vulbas, le 18 septembre 2019

M. Guy CHIFFLOT, Président Directeur général de la société ORAPI.

IX – Rapport sur l'examen limité des comptes semestriels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Orapi, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 2.2 « Application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés qui présente l'application de la norme IFRS 16 selon la méthode rétrospective simplifiée à compter du 1^{er} janvier 2019 ;
- la note 3.6 « Dettes financières nettes » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés qui expose l'existence de discussions en cours avec les partenaires bancaires qui sous-tendent l'application du principe de continuité d'exploitation.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Lyon, le 18 septembre 2019

Les commissaires aux comptes :

Deloitte & Associés
Vincent GROS

Ernst & Young et Autres
Nicolas PERLIER